

**Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

Distr. générale
27 mars 2015
Français
Original : anglais

New York, 27 avril-22 mai 2015

**Rapport établi par la Commission préparatoire
de l'Organisation du Traité d'interdiction complète
des essais nucléaires destiné à la Conférence
des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-
prolifération des armes nucléaires en 2015**

Introduction

1. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires rappelle dans son préambule que les Parties au Traité de 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau ont exprimé leur détermination à chercher à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais. Toutefois, ce n'est qu'en 1993 que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution consensuelle approuvant le mandat pour des négociations portant sur un traité d'interdiction complète des essais nucléaires à la Conférence du désarmement. En conséquence, le Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires a entamé des négociations officielles en janvier 1994. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a été adopté par l'Assemblée générale le 10 septembre 1996 et a été officiellement ouvert à la signature le 24 septembre 1996.

2. Selon son préambule, il a pour objectif de « contribuer efficacement à la prévention de la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects » et « au processus de désarmement nucléaire ». Les obligations fondamentales du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires interdisent aux États parties d'effectuer toutes explosions expérimentales d'armes nucléaires ou toutes autres explosions nucléaires, qu'elles aient lieu à des fins militaires ou autres. Les autres articles du Traité prévoient notamment la création d'une organisation d'application des dispositions du Traité, la mise en place d'un régime de vérification mondial afin d'assurer le suivi du respect des dispositions du Traité, ainsi que des mesures à prendre pour remédier à toute situation qui contreviendrait aux dispositions du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

3. Pour entrer en vigueur, ce dernier doit être ratifié par la totalité des 44 États énumérés à son annexe 2, c'est-à-dire ceux qui ont officiellement participé à la session de 1996 de la Conférence du désarmement, alors qu'ils possédaient



l'énergie nucléaire ou des réacteurs nucléaires de recherche, tels que définis par l'Agence internationale de l'énergie atomique au moment des négociations. En prévision de l'entrée en vigueur du Traité, une Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a été créée par les États signataires le 19 novembre 1996.

Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et processus d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

4. Les principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires adoptés à la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, inclus dans l'ensemble de décisions et résolutions visant à garantir la prorogation indéfinie du Traité, comprennent la conclusion par la Conférence du désarmement, au plus tard en 1996, des négociations sur un traité d'interdiction complète des essais nucléaires qui soit universel et internationalement et effectivement vérifiable.

5. Le Document final de la Conférence d'examen de 2000 a de nouveau souligné le lien indéfectible existant entre le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le régime international de non-prolifération. Ce document adopté par les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires contenait 13 mesures concrètes adoptées dans le cadre des efforts systématiques et progressifs déployés en vue d'appliquer l'article VI du Traité. La mesure 1 notait « l'importance et l'urgence de poursuivre le processus de signature et de ratification sans conditions », afin de permettre l'entrée en vigueur « dans les meilleurs délais », du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, et la mesure 2 prévoyait un moratoire sur les explosions nucléaires en attendant l'entrée en vigueur du Traité.

6. La Conférence d'examen de 2010 a réaffirmé l'importance fondamentale de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en tant que pierre angulaire du régime international de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Son Document final prévoit un plan d'action énonçant 64 mesures qui, associées aux 13 mesures concrètes convenues en 2000, permettent de promouvoir la mise en œuvre intégrale, effective et urgente de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Cinq de ces mesures traitent explicitement du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Les mesures n° 10 et 11 réaffirment la nécessité pour tous les États dotés d'armes nucléaires de ratifier le Traité dans les plus brefs délais et de maintenir les moratoires actuels sur les essais nucléaires. Les mesures n° 12 et 13 prennent acte de la contribution des conférences organisées en application de l'article XIV¹ et appellent tous les États qui ont ratifié le Traité à en promouvoir l'entrée en vigueur et l'application à toutes les échelles. La mesure n° 14 encourage la Commission préparatoire à continuer à développer et à faire fonctionner le régime de vérification prévu du Traité

7. La communauté internationale a largement reconnu l'urgence de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Cet appui ressort clairement de la participation généralisée et de haut niveau aux Conférences

¹ Des conférences organisées en application de l'article XIV se sont tenues à Vienne (1999, 2003 et 2007) et à New York (2001, 2005, 2009, 2011 et 2013).

organisées pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires de 2011 et de 2013 (cf. par. 23 à 25 ci-dessous), ainsi que de l'immense soutien en faveur de la résolution 69/81 sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, adoptée par un vote des États à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale (179 voix pour, 1 contre et 3 abstentions).

Commission préparatoire

8. La Commission préparatoire, établie peu après l'ouverture à la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, est chargée de prendre les dispositions nécessaires à la bonne application du Traité et de préparer la première session de la Conférence des États parties au Traité. La Commission mène deux activités principales. D'une part, elle prend toutes les dispositions nécessaires pour que le régime de vérification prévu par le Traité puisse remplir sa mission opérationnelle lors de l'entrée en vigueur. D'autre part, elle facilite les processus de ratification par les États signataires en fournissant des informations et des avis d'ordre juridique et technique.

9. La Commission se compose de deux principaux organes : un organe plénier composé de tous les États signataires (Commission préparatoire), lui-même composé de trois organes subsidiaires : un groupe de travail qui s'occupe des questions budgétaires et administratives (Groupe de travail A), un groupe qui traite des questions liées à la vérification (Groupe de travail B) et un Groupe consultatif. Le second organe principal est le Secrétariat technique provisoire, qui appuie l'organe plénier dans l'exécution de ses activités. Le Secrétariat technique provisoire est composé de trois divisions techniques : la Division du Système de surveillance international, la Division du Centre international de données et la Division des inspections sur place. Elles sont appuyées par la Division des affaires juridiques et des relations extérieures et la Division de l'administration. Les travaux de la Commission s'effectuent sous la direction de son Secrétaire exécutif et la Commission est financée principalement grâce à des contributions versées par les États membres.

10. Au mois d'avril 2015, l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires comptait 256 fonctionnaires originaires de 78 pays, dont 169 administrateurs. Le Secrétariat technique provisoire attache la plus grande valeur à l'égalité des chances dans l'emploi et s'efforce en particulier d'améliorer la représentation des femmes, qui constituent actuellement 34,5 % des fonctionnaires dans la catégorie des administrateurs. Le budget de l'Organisation approuvé pour 2015 s'élève à 38 011 400 dollars et à 70 287 200 euros. De l'exercice 1997 à l'exercice 2015 inclus, les montants approuvés au titre des budgets successifs se chiffrent au total à 1,113 milliard de dollars et à 596,4 millions d'euros. Sur ce total, 79,3 % des fonds ont été consacrés à des programmes relatifs à la vérification, dont 429,7 millions de dollars (soit 24,4 %) ont été imputés au Fonds d'équipement, destiné à financer l'installation et la mise à niveau des stations du Système de surveillance international.

Régime de vérification

11. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires prévoit la mise en place d'un régime de vérification mondial et unique reposant sur un Système de surveillance international, des procédures de consultation et de clarification, des inspections sur place et des mesures de confiance. Les données provenant des stations du Système de surveillance international sont envoyées, via un réseau mondial de communications par satellite fermé et sécurisé appelé Infrastructure de télécommunications mondiale. Les données sont acheminées des satellites à des stations au sol puis transmises au moyen de liaisons terrestres au Centre international de données en vue de leur traitement et de leur analyse. Toutes les données du Système de surveillance international et les produits du Centre international de données sont mis à la disposition des États.

12. D'importants progrès ont été accomplis dans des domaines tels que la mise en place et l'entretien du Système de surveillance international, l'amélioration des méthodes et capacités de traitement du Centre international de données, la formulation d'une approche plus intégrée et efficace de l'entretien et du fonctionnement en mode provisoire du Système de surveillance international et dans l'état de préparation aux inspections, comme en témoigne l'exécution de l'inspection expérimentale intégrée sur place en 2014. Enfin, des activités de formation et de sensibilisation ont été menées de façon stratégique, par la mise en œuvre d'un renforcement intégré des capacités visant à améliorer les connaissances et les capacités des opérateurs de station, des utilisateurs de données, d'autres parties prenantes et, en général, des communautés scientifiques et du monde diplomatique, et ce afin de contribuer davantage à la réalisation des objectifs et mandats de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Système de surveillance international

13. À terme, le Système de surveillance international sera constitué de 321 stations de surveillance et de 16 laboratoires de radionucléides. Ces installations collectent des données permettant de détecter d'éventuelles explosions nucléaires et de communiquer des éléments prouvant celles-ci aux États membres aux fins de la vérification de l'application des dispositions du Traité. Depuis 2010, des progrès importants ont été accomplis dans la mise en place du réseau du Système de surveillance international, et ce pour les quatre techniques de vérification (surveillance sismologique, surveillance des infrasons, surveillance hydroacoustique et surveillance des radionucléides). Au mois de mars 2015, 300 stations du Système de surveillance international étaient en place, ce qui représente 89 % du nombre total prévu par le Traité. Parmi elles, 270 stations (84 %) et 11 laboratoires de radionucléides (69 %) ont été certifiés conformes aux spécifications édictées par l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, ce qui représente une progression de 25 stations et d'un laboratoire depuis 2010.

Centre international de données

14. Le Centre international de données a pour mission d'aider les États à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de vérification en leur fournissant les

produits et les services qu'exige une surveillance mondiale effective. Avant l'entrée en vigueur, sa tâche est de procéder à la mise en place et à l'essai des installations chargées de traiter les données qui proviennent des stations du Système de surveillance international. À cet égard, il est essentiel de faire fonctionner en mode provisoire un nombre de stations aussi élevé que possible pour développer les capacités de traitement de données du Centre international de données en attendant l'entrée en vigueur du Traité. Les données recueillies par les stations du Système de surveillance international sont transmises via l'Infrastructure de télécommunications mondiale au Centre international de données et mises à la disposition des centres de données nationaux. Assurer la disponibilité et la qualité des données fait partie des priorités du Centre international de données.

Inspections sur place

15. Le Traité prévoit, à titre de mesure de vérification finale, des inspections sur place. Ces inspections, qui ne peuvent être invoquées qu'après l'entrée en vigueur du Traité, ont pour objectif de déterminer si une explosion expérimentale d'arme nucléaire ou toute autre explosion nucléaire a été réalisée en violation des dispositions du Traité, et de recueillir toutes données factuelles susceptibles de concourir à l'identification d'un contrevenant éventuel. Les inspections consisteront probablement en des activités sur le terrain faisant appel à diverses techniques : observation visuelle et analyse de données géophysiques, sismiques et relatives aux radionucléides.

16. L'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a conduit une inspection expérimentale intégrée sur place en Jordanie entre le 3 novembre et le 9 décembre 2014. À cette inspection, qui est le plus vaste exercice de ce type mené à ce jour, 364 experts originaires de 53 États signataires ont participé. Des équipes en Autriche et en Jordanie ont travaillé dans des conditions réalistes en vue de vérifier tous les aspects du régime d'inspection sur place. Plus de 150 tonnes de chargement ont été acheminées par voie maritime et aérienne vers la zone d'inspection, ce qui comprend deux conteneurs de fret aérien de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires spécialement conçus à cet effet et des équipements fournis par 10 États signataires et l'Union européenne à titre de contributions en nature, dont la valeur s'élève à plus de 10 millions de dollars. Les inspecteurs ont mené 210 missions et produit 413 gigaoctets de données en utilisant 15 des 17 techniques autorisées par le Traité. L'équipe a pu identifier les deux zones ciblées qui étaient préparées pour l'inspection, en partant d'une superficie de 1 000 km².

Événements survenus en République populaire démocratique de Corée

17. La République populaire démocratique de Corée a mené le 12 février 2013 un essai nucléaire annoncé, le troisième après ceux de 2006 et de 2009. Cet essai a été automatiquement détecté par 25 stations de surveillance sismologique du Système de surveillance international, dont les données ont été mises à disposition des États membres environ une heure après leur réception par le Centre international de données, soit plus de 90 minutes avant que la République populaire démocratique de Corée n'annonce publiquement cet essai. Les analystes du Centre international de

données ont ensuite travaillé sans relâche pour élaborer le bulletin révisé des événements, sur la base de données provenant de 94 stations de surveillance sismologique et de 2 stations de surveillance des infrasons du Système de surveillance international. Le bulletin révisé des événements a été communiqué à 17 heures (UTC) le 13 février 2013, soit 31 heures avant le délai prévu par le Traité.

18. Les 9 et 14 avril 2013, la station de surveillance des radionucléides de Takasaki (Japon) a détecté une quantité significative d'isotopes Xe-133 et Xe-131m du gaz rare xénon. Les teneurs isotopiques correspondaient à un événement de fission qui s'était produit environ 55 jours avant la mesure, ce qui coïncide avec l'événement du 12 février. La station de surveillance des radionucléides d'Oussouriisk (Russie) a communiqué une détection du même type, à un niveau inférieur. La modélisation mathématique réalisée par le Centre international de données a indiqué que le site d'essai nucléaire de la République populaire démocratique de Corée situé dans la province de Hamgyong était vraisemblablement un point d'origine des radionucléides détectés.

19. Les améliorations du fonctionnement du système, de sa rapidité et de sa précision entre octobre 2006 et mai 2009 et entre mai 2009 et février 2013 attestent des progrès réalisés par l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires dans l'élaboration et la mise en service du régime de vérification du Traité. Le système s'est avéré être un précieux investissement des États membres visant à faire en sorte qu'aucun essai nucléaire ne soit pas détecté.

Application du Système de surveillance international à des fins autres que la vérification

20. Après le grand tremblement de terre et le tsunami qui se sont produits à l'est du Japon en 2011, l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a fourni des données sur les radionucléides afin d'aider à contrôler le déplacement, la dispersion et la concentration du panache radioactif qui s'est échappé lors de l'accident survenu à l'installation nucléaire de Fukushima Daiichi. Ces données ont contribué à dissiper les inquiétudes des populations au sujet d'éventuels risques pour la santé et ont fourni d'importantes informations diagnostiques concernant l'état des réacteurs.

21. L'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires s'engage activement auprès de la communauté scientifique dans le cadre de diverses instances, notamment de sa propre conférence biennale « Sciences et techniques », dont la prochaine session est prévue du 22 au 26 juin 2015. Ces conférences ont pour objectifs d'élargir la communauté scientifique impliquée dans la surveillance de l'interdiction des essais nucléaires, de promouvoir une plus grande application scientifique des données utilisées pour la vérification de l'interdiction des essais nucléaires et de renforcer l'échange de savoirs et d'idées entre l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la communauté scientifique dans son ensemble.

Entrée en vigueur et universalisation

22. Depuis la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, des progrès notables ont été accomplis par l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires dans l'application de son mandat visant à faciliter le processus de ratification. Au mois de mars 2015, le Traité comptait 183 États signataires, parmi lesquels 164 avaient ratifié le Traité. Ces chiffres incluent une signature (Nioué) et 12 ratifications (République centrafricaine, Trinité-et-Tobago, Ghana, Guatemala, Indonésie, Brunéi Darussalam, Tchad, Guinée-Bissau, Iraq, Nioué, Congo et, plus récemment le 20 mars 2015, Angola) depuis la Conférence d'examen de 2010. En ratifiant le Traité le 6 février 2012, l'Indonésie a porté à 36 le nombre d'États visés à l'annexe 2 qui ont ratifié le Traité, sur les 44 États figurant dans l'annexe. Les États membres et le Secrétariat de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires poursuivent leur collaboration afin de faciliter la signature et la ratification par les autres États, dont plusieurs sont sur le point d'achever, à cette fin, leurs procédures statutaires ou constitutionnelles respectives.

23. Afin de favoriser de manière novatrice et ciblée la ratification du Traité par les États de l'annexe 2 qui ne l'ont pas encore ratifié, un groupe composé d'éminentes personnalités et d'experts internationalement reconnus a été constitué le 26 septembre 2013 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Fort des connaissances approfondies, de l'expérience et de la stature politique de ses membres, ce groupe est chargé de soutenir et compléter les efforts déployés en vue de promouvoir l'entrée en vigueur du Traité ainsi que de donner un nouveau souffle aux initiatives internationales déployées dans ce sens.

24. Aux termes de l'article XIV, si le Traité n'est pas entré en vigueur trois ans après la date de l'anniversaire de son ouverture à la signature, une conférence des États ayant déjà déposé leurs instruments de ratification pourra être convoquée afin de décider, par consensus, quelles mesures pourraient être prises suivant le droit international en vue d'accélérer le processus de ratification et de faciliter ainsi l'entrée en vigueur du Traité. Les États signataires sont également invités à assister à cette conférence. Deux conférences de ce type ont été convoquées depuis la Conférence d'examen de 2010.

25. Le 23 septembre 2011, 100 États signataires et un État observateur ont assisté à la septième Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (conférence organisée en application de l'article XIV). La huitième conférence organisée en application de l'article XIV, à laquelle ont assisté les représentants de 88 États signataires et d'un État observateur, a été convoquée le 27 septembre 2013. La conférence de 2013 a adopté à sa première séance plénière une Déclaration finale qui exhortait tous les États qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier rapidement le Traité et énonçait des mesures visant à promouvoir son entrée en vigueur.

26. Dans le cadre du suivi de cette conférence tenue en 2013 et conformément aux dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 9 de la Déclaration finale, la Hongrie et l'Indonésie, qui assuraient la présidence de la Conférence, ont été choisies comme coordonnateurs du processus et ont été chargées « de promouvoir la coopération, au moyen de consultations informelles avec tous les pays intéressés, en vue d'encourager d'autres signatures et ratifications ». La neuvième conférence

organisée en application de l'article XIV doit se tenir le 29 septembre 2015 à New York, sous la coprésidence du Japon et du Kazakhstan.

Renforcement intégré des capacités et sensibilisation

27. L'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires offre aux États membres des cours de formation et des ateliers sur les technologies liées au Système de surveillance international, au Centre international de données et à l'inspection sur place et sur les aspects politiques, diplomatiques et juridiques du Traité. Dans certains cas, l'Organisation fournit du matériel aux centres nationaux de données pour renforcer leur capacité à participer activement au régime de vérification en ayant accès aux données du Système de surveillance international et aux produits du Centre international de données et en les analysant. En élargissant les possibilités techniques des États membres, l'Organisation offre à toutes les parties prenantes, sur un pied d'égalité, le pouvoir de participer à la mise en œuvre du Traité, tout en leur permettant de bénéficier des applications civiles et scientifiques des techniques de vérification du Traité. Ce programme est financé au moyen du budget ordinaire de l'Organisation ainsi que de contributions volontaires. Ces cinq dernières années, plus de 3 500 personnes (dont 34,5 % de femmes), y compris des représentants de tous les États visés à l'annexe 2, sauf un, ont tiré des avantages de leur participation au programme d'éducation, de formation et de renforcement des capacités de l'Organisation.

28. Les activités de sensibilisation de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ont également pour objectifs d'encourager la signature et la ratification du Traité et, par conséquent, son universalité et son entrée en vigueur, ainsi que de favoriser une meilleure compréhension du Traité par les agents des États, les médias, la société civile et le grand public. Dans le cadre de l'action bilatérale qu'il mène pour aider les États à promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalité du Traité, le Secrétariat a mis l'accent sur les États énumérés à l'annexe 2 du Traité, ainsi que sur les États qui abritent sur leur territoire des installations du Système de surveillance international.

29. Depuis 2010, l'Organisation a en particulier tenu des conférences interrégionales au Maroc (2010), en Turquie (2011) et en Indonésie (2014), un séminaire national en Angola (2013), des ateliers sur les mesures d'application nationales à Vienne (2011, 2012 et 2013) et des ateliers entre scientifiques en Chine (2011) et aux États-Unis d'Amérique (2013). En outre, des représentants d'États choisis qui n'ont pas ratifié le Traité ont effectué plusieurs visites d'information au siège de l'Organisation à Vienne.